



HAL
open science

Pauvreté et régime de croissance en Thaïlande

Bruno Jetin, Xavier Oudin

► **To cite this version:**

Bruno Jetin, Xavier Oudin. Pauvreté et régime de croissance en Thaïlande. Colloque du GDR CNRS 2989, “ Économie du développement et de la transition ”, Jul 2008, Clermont-Ferrand, France. halshs-00531805v1

HAL Id: halshs-00531805

<https://shs.hal.science/halshs-00531805v1>

Submitted on 3 Nov 2010 (v1), last revised 5 Dec 2010 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pauvreté et régime de croissance en Thaïlande

Bruno Jetin (CEPN-IRD) - Xavier Oudin (IRD)

Colloque du GDR CNRS 2989, « Économie du développement et de la transition », 3 et 4 juillet 2008, CERDI – Clermont-Ferrand (France).

Introduction

Dans de nombreuses analyses, la pauvreté est associée à des facteurs physiques et environnementaux, démographiques, politiques comme les guerres et les déplacements de population, l'absence de libertés, ou encore à la longueur de la croissance économique et des créations d'emplois, voire au creusement des inégalités dans la répartition des revenus. L'accent mis sur la définition de la ou des pauvretés et les problèmes de mesure et d'identification de facteurs de pauvreté tendent à occulter la recherche des causes de la pauvreté.

Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté – dans leurs composantes nationales et internationales- s'inspirent largement de ces analyses, qu'elles prennent appui sur les variables agricoles avec, par exemple, le développement de l'irrigation ou la construction d'infrastructures rurales d'éducation et de santé, sur les variables démographiques avec le planning familial, politiques avec la promotion de la paix ou encore économiques avec la stimulation de la croissance et de l'emploi.

Rarement les configurations des rapports sociaux sont prises en compte dans l'analyse des causes de la pauvreté. Cet approfondissement nécessaire de l'analyse courante nous semble essentiel pour montrer que la pauvreté est toujours le produit de rapports sociaux qui commandent la formation et la répartition des revenus. En conséquence, elle ne peut être comprise comme un phénomène identique d'un pays à l'autre et indépendant des contextes sociaux. Il résulte de cette approche que les politiques de réduction de la pauvreté devraient d'une part modifier leurs priorités selon les contextes et d'autre part agir sur des variables économiques et sociales qu'elles ne sont pas enclines à considérer.

Dans un processus de développement caractérisé par une croissance économique forte, comme c'est le cas en Asie du sud-est, la question de la pauvreté est indissociable de celle de la répartition des fruits de la croissance, elle-même déterminée par les rapports sociaux et leur traduction politique. La question, débattue depuis plusieurs décennies mais toujours d'actualité, est de savoir si la croissance permet une meilleure distribution des revenus ou au contraire si une inégale répartition des revenus est une étape nécessaire dans un processus de développement. Nous considérons ici que la question de la pauvreté est une question plus précise de la question générale de la distribution des revenus. Nous verrons plus bas que la réduction de la pauvreté peut s'accompagner d'une distribution inégalitaire des revenus.

Il y a unanimité pour penser que la croissance économique, dans un pays en développement où les besoins de la population sont loin d'être satisfaits, est une bonne chose pour réduire la pauvreté. Même si l'on ne réduit pas la pauvreté à une insuffisance de revenus monétaires ou à la non satisfaction de besoins matériels essentiels, la croissance du PIB et partant de la

consommation, si elle n'est pas accompagnée d'inégalités trop criantes, a des chances d'avoir une incidence positive sur la réduction de la pauvreté. Au-delà de ce constat, on voit apparaître des divergences d'appréciation, alimentée par des expériences différentes en matière de croissance et de répartition des revenus. On oppose souvent un modèle asiatique, où la croissance serait « pro-poor », à un modèle latino-américain où ce serait l'inverse, la croissance économique s'accompagnant d'un accroissement des inégalités. Sans nier les grandes tendances qui sont à l'origine de cette idée, il est utile de regarder d'un peu plus près les évolutions comparées des variables macro-économiques (PIB, consommation) et les indicateurs de pauvreté à travers le temps et à travers l'espace. Si l'on se cantonne aux pays d'Asie du sud-est, on peut percevoir des évolutions contradictoires selon les périodes et selon les lieux. De plus, les formes de répartition des revenus divergent, et là où il y a peu de personnes très pauvres (moins de 1\$ PPA par jour), on peut en trouver un grand nombre d'assez pauvres (entre 1 et 2 \$ PPA).

La plupart des pays asiatiques ont connu une croissance forte et soutenue. Pour certains (Thaïlande, Malaisie, Corée...), la croissance rapide est ininterrompue depuis 40 ans à l'exception de la brève période de crise 1997-1998. Pour d'autres, la croissance a été moins forte, plus chaotique, mais les progrès réalisés en un demi-siècle sont indéniables (Indonésie, Philippines). Enfin, les pays socialistes ou « post-socialistes » (Laos, Cambodge, Viêt Nam) connaissent une croissance rapide depuis une quinzaine d'années seulement, qui les a sortis d'une situation de très grande pauvreté. Dans l'ensemble, les pays d'Asie du sud-est sont plutôt sur la bonne voie pour remplir le premier des objectifs du Millénaire.

Pourtant, certains signes montrent que les tendances récentes de la croissance seraient moins réductrices de pauvreté et plus inégalitaires que par le passé. Cette évolution est d'autant plus intéressante qu'elle se situe dans un contexte de mondialisation, de concurrence exacerbée entre les pays, cette concurrence portant souvent sur les coûts directs et indirects du travail, donc sur les revenus et prestations sociales que perçoivent les travailleurs. La financiarisation croissante des économies, les changements technologiques et l'évolution des logiques de spécialisation, le rôle de l'Etat et des institutions civiles, en bref un ensemble de facteurs que l'on peut qualifier de « régime de croissance » expliqueraient les changements en cours. Les pays d'Asie du sud-est (au moins certains d'entre eux) seraient-ils en train de passer d'un régime de croissance relativement égalitaire en terme de distribution de revenus à un régime inégalitaire ? Et si oui, quels en sont les formes, les causes, et quelles sont les logiques en œuvre ?

Il n'est pas possible de répondre en quelques pages à ces questions, mais nous chercherons des pistes de recherche, car elles soulèvent une question trop souvent occultée qui est celle des causes réelles de la pauvreté. Après avoir exposé les grandes évolutions de la répartition des revenus et caractérisé la pauvreté dans le cas de la Thaïlande, nous proposerons des éléments d'analyse reliant pauvreté, distribution des revenus et régime de croissance.

1- Pauvreté et distribution des revenus en Thaïlande

La Thaïlande offre un exemple intéressant de baisse importante de la pauvreté accompagnée d'une augmentation des inégalités de revenus. Ce cas de figure n'a été possible que grâce à la croissance économique (bien qu'il ne soit pas mathématiquement impossible sans croissance) qui a permis d'une part d'améliorer le sort des plus démunis, d'autre part d'enrichir les plus

favorisés. La croissance a donc profité davantage aux riches, ou a permis à certains de s'enrichir rapidement.

Comme partout, les inégalités et la pauvreté peuvent se décliner de multiples façons. Les inégalités de revenus sont très différentes –et beaucoup plus importantes– que les inégalités mesurées par la dépense (consommation). Elles sont aussi prononcées entre régions et entre milieu rural et urbain.

Mesure de la pauvreté et croissance économique

Outre les difficultés de définitions et de mesure de la pauvreté et de la distribution des revenus, on se heurte, dans le cas de la Thaïlande, à des visions contradictoires sur les grandes tendances de ces indicateurs. Cela est d'autant plus surprenant que les statistiques servant à établir ces indicateurs ont la même origine, à savoir les enquêtes budget consommation ou niveau de vie des ménages¹. Il s'agit d'enquêtes lourdes réalisées par les instituts nationaux de statistiques, suivant des normes internationales.

L'origine de ces divergences peut être double. Soit des redressements ou nouvelles pondérations sont effectuées par les utilisateurs, ce qui peut apporter des modifications importantes (et souvent justifiées) des données originales ; soit les divergences proviennent du choix des unités : unité monétaire pour les revenus ou la consommation, individu ou ménage, etc. Dans ce dernier cas, on peut établir une analyse plus raffinée, prenant en compte la taille des familles dans l'évaluation de la pauvreté. On observe cependant de véritables divergences sur des indicateurs fondamentaux : la Banque Mondiale (WorldBank Indicators) estime que la distribution des revenus en Thaïlande a évolué dans un sens plus égalitaire entre 1981 et 2000, alors que des auteurs soutiennent le contraire, statistiques à l'appui². S'intéressant au rapport entre revenu moyen des quintiles extrêmes, Motonoshi (2003) montre au contraire un accroissement des inégalités.

Les indicateurs choisis mettent donc en valeur les phénomènes différemment, ce qui peut parfois paraître contradictoire. Les séries sur le pourcentage de population en dessous de seuils (1,2,3...\$ par jour), indicateur classique de pauvreté, font apparaître une répartition très inégalitaire de la croissance.

La Thaïlande, pays égalitaire ?

Les pays d'Asie du sud-est offrent un modèle de croissance souvent présenté comme étant relativement égalitaire. L'accent mis sur les ressources humaines, les politiques de population et une distribution des revenus relativement égalitaire seraient même parmi des principales caractéristiques de la croissance des économies asiatiques « hautement performantes » (Banque Mondiale, 1993). L'incidence de la pauvreté dite absolue (personnes gagnant moins de 1\$ par

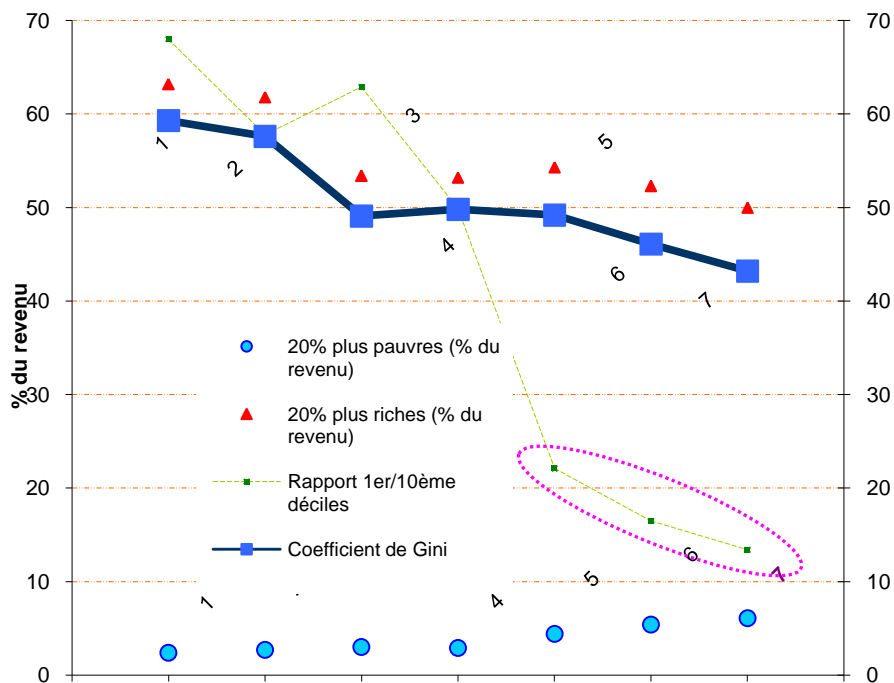
¹ -Households Socio-Economic Surveys (National Statistical Office). Ces enquêtes sont effectuées depuis 1968, tous les cinq ans jusqu'en 1987, puis tous les deux ans.

² - Entre 1981 et 2000, le coefficient de Gini passerait de 45,2 à 43,2, la part du revenu détenu par les 10% les plus riches de 35,5% à 33,8% et celle du décile le plus pauvre de 2,3 à 2,5%.

jour) était en 2004 deux fois en dessous du niveau de 1990, ce qui permet de dire que le premier objectif du Millénaire est atteint pour la région, bien avant l'échéance prévue de 2015.

Les indicateurs classiques de répartition des revenus et de pauvreté semblent donner raison à cette vision des choses, d'autant plus que l'on compare souvent le modèle asiatique au modèle latino-américain (voir par exemple Salama, 2006). Le graphique suivant présente certains de ces indicateurs, en premier lieu le coefficient de Gini, et l'on voit bien que les pays d'Asie sont moins inégalitaires que les pays d'Amérique Latine.

Indicateurs de répartition pour quelques pays d'Amérique Latine et d'Asie du sud-est



Source : Human Development Report 2005 ; données des années 1998 à 2002

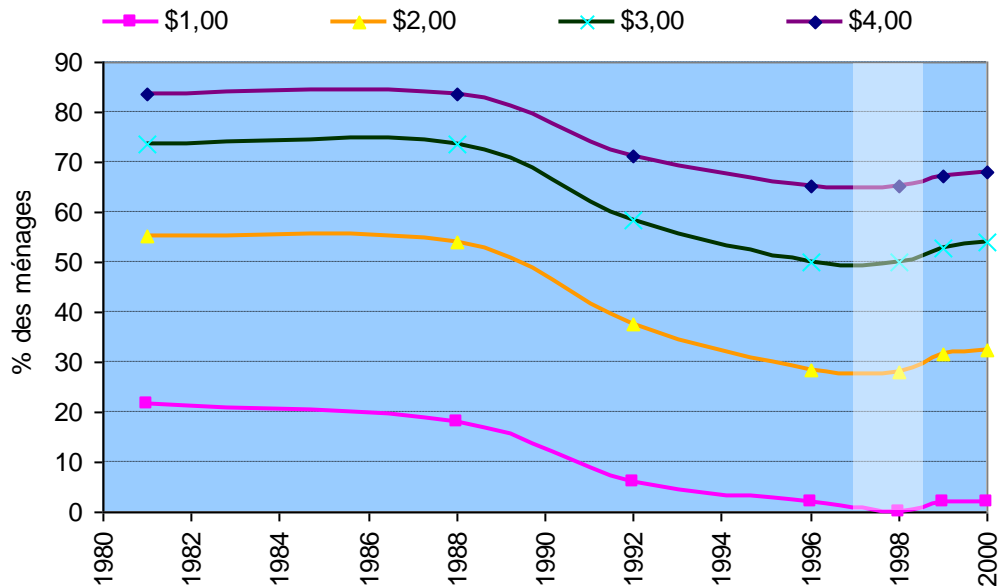
Bien que les coefficients de Gini des pays asiatiques se situent au-dessus de ceux de la plupart des pays industrialisés, ils sont inférieurs à ceux des pays d'Amérique Latine. La part du revenu possédée par les 20% les plus riches excède 60% au Brésil ou en Colombie, mais ne représente que 50% en Thaïlande. De l'autre côté de l'échelle, les 20% les plus pauvres possèdent 2 % du revenu au Brésil, contre 7% en Thaïlande ou aux Philippines. En conséquence, le rapport entre revenus moyens des quintiles extrêmes est en Asie du sud-est très nettement en dessous de celui des pays latino-américains, même avec des Gini comparables (Venezuela, Pérou et Malaisie par exemple).

La Thaïlande fait partie des pays les plus riches de l'ASEAN, loin derrière Singapour, derrière la Malaisie, mais bien au-dessus de l'Indonésie, des Philippines ou du Viêt Nam. Parmi les pays présentés ci-dessus, elle apparaît comme le plus égalitaire. Elle a de bons indicateurs de distribution des revenus, et la pauvreté absolue y est négligeable.

Incidence de la pauvreté en Thaïlande

La part de la population vivant avec moins d'un dollar par jour est passée de 22% en 1981 à moins de 1% en 1997, pour remonter à 2% en 2000. Ce résultat spectaculaire a été possible car le PNB par tête a été multiplié par 2,6 pendant cette période. Le PNB par habitant est passé de 1160\$ à 2850\$, soit 3\$ à 8\$ (\$ 1993, par habitant et par jour, soit une croissance de 5\$ par habitant)³. Or, pendant cette période, la médiane est passée d'un peu moins de deux à trois dollars par jour. On voit donc que, si la pauvreté absolue a bien été éradiquée, la répartition du revenu et de son accroissement ont évolué d'une façon profondément inégalitaire.

Pourcentage des ménages vivant en dessous de seuils de 1, 2, 3 et 4\$ par jour



Source : \$ 1993 ; calculé à partir de la base PovCal (World Bank)

On remarquera par ailleurs que la part de la population recevant entre 1 et 2\$ par jour a peu changé. De 33% en 1981, elle passe à 26% en 1996 et remonte à 31% en 2000, tandis que ceux qui ont entre 2 et 3\$ par jour représentent 19% de la population en 1981, 22% en 1996 et en 2000. La population qui gagne entre 1 et 3 dollars par jour représente donc plus de la moitié de la population thaïlandaise et reste stable. En fait, elle a retrouvé en 2000 son niveau de 1981 (soit 52% de la population totale), après avoir baissé à la veille de la crise (48% en 1996).

La différence entre les deux périodes est qu'en 1981, le PNB moyen par habitant et par jour était de 3\$, alors qu'en 2000, il est de 8\$. Ainsi, la croissance du PNB, si elle a permis d'éradiquer la pauvreté absolue, n'a guère changé la situation d'une bonne moitié de la population. Un revenu de 3\$ par jour en 1981 pouvait être considéré comme acceptable, puisque c'était la moyenne, alors qu'en 2000, il s'agit d'un bas revenu. Avec 4\$, on commence à avoir un revenu décent : pour une famille de 4 personnes, cela correspond 500 bahts par jour, ou 15000 bahts par mois (300€). Sans être très élevé, ce revenu permet d'assurer alimentation et logement,

³ - la population est passée de 47 à 59 millions d'habitants pendant cette période.

mais n'autorise pas l'achat d'une maison ou des études coûteuses pour les enfants. En 2000, seulement 30% de la population se situe au-dessus de ce niveau.

Il faut reconnaître que la répartition en 1981 était relativement égalitaire, malgré une pauvreté criante d'une partie de la population (il s'agit essentiellement d'agriculteurs de régions défavorisées). La Thaïlande est à ce moment-là un pays bien plus pauvre que maintenant, où la majorité de la population vit avec un revenu faible. La vigueur de la croissance –jusqu'à la crise de 1997- et la disparition des situations de pauvreté les plus visibles ont caché une autre réalité : la moitié de la population est restée à un niveau de revenus très bas..

L'éradication de la pauvreté absolue est une réalité indéniable, rendue possible par des politiques adaptées, une cohésion sociale forte avec des systèmes de solidarité palliant les absences éventuelles de l'Etat, et un maillage serré des systèmes de santé primaire et d'éducation. Le gouvernement Thaksin, renversé lors du coup d'état du 19 septembre, a de plus pris des mesures populistes et électoralistes, mais qui ont eu une incidence certaine sur le niveau de pauvreté : accès quasi gratuit aux soins, prêts bonifiés à tous les villages, octroi de bourses aux plus défavorisés... Ces mesures coûteuses sont à l'origine de sa popularité dans les campagnes, mais ont été dénoncées par ses détracteurs comme étant populistes, mal préparées et mal gérées, et engendrant la corruption.

La Thaïlande se caractérise donc par une quasi absence de pauvreté absolue, une très forte proportion de population à faible revenu, une classe moyenne relativement importante et une minorité très riche⁴. La disparition de la très grande pauvreté cache cependant le maintien d'une bonne moitié de la population à un niveau de revenu très bas et hors du partage des fruits de la croissance.

Pauvreté rurale et baisse du nombre de paysans

Pendant longtemps, la pauvreté a principalement concerné les zones rurales, à l'exception de la paysannerie de la plaine centrale, relativement aisée. La baisse du nombre d'agriculteurs aurait dû entraîner une amélioration de l'indice de Gini, puisqu'ils occupaient massivement le bas de l'échelle. Cet effet de composition, relevé par Kuznets (1955), doit cependant être regardé de plus près. La baisse du nombre d'agriculteurs en Thaïlande a été très lente jusqu'en 1990. En 1970, 80% de la population active était occupée dans l'agriculture, et encore 61% en 1990 (CELS database). La baisse s'accélère à partir de cette date. Elle se produit le plus souvent par le départ des enfants de la ferme vers des métiers dans l'industrie ou du commerce, plutôt que par un exode des fermiers eux-mêmes. C'est le non renouvellement des générations vieillissantes qui explique la baisse relative des agriculteurs dans la population active. Depuis 1990, alors que la population active continue à augmenter, le nombre de paysans diminue en valeur absolue. En l'an 2000, et après un petit sursaut consécutif à la crise de 1997, les agriculteurs forment moins de la moitié de la population active (47%).

La baisse du nombre d'agriculteurs et de la population rurale s'accompagne d'une évolution de la pauvreté. Alors que celle-ci était principalement le fait de familles rurales résidant dans des régions défavorisées, notamment le Nord-est de la Thaïlande, elle tend à devenir multiforme,

⁴ - La dispersion entre les déciles 6 à 9 est relativement faible. Cela signifie qu'il existe une classe moyenne assez importante.

intégrant également des populations urbaines et des travailleurs du secteur informel urbain, voire de l'industrie.

Les inégalités régionales sont relevées par tous les observateurs (par exemple Parnwell et Arghiros, 1996). Le revenu moyen à Bangkok est égal à trois fois celui du Nord-Est, et à près de 5 fois le revenu moyen en milieu rural dans cette même région. Sur l'ensemble du pays, le revenu moyen en milieu rural est la moitié de celui du milieu urbain, non compris Bangkok. Dans la capitale, le revenu moyen est égal à 1,7 celui des autres villes.

Les disparités régionales d'une part, le type d'activité (agricole-non agricole) d'autre part semblent avoir été les principaux facteurs d'inégalité en Thaïlande pour la période 1975 à 1998, c'est-à-dire la période de forte croissance, tirée par l'industrie, jusqu'à la crise (Motonishi, 2003). Ce résultat, qui ne fait que confirmer une situation bien connue par le passé (les paysans du Nord-est de la Thaïlande sont particulièrement défavorisés), ne rend cependant pas compte des évolutions récentes, notamment de la baisse de la population active agricole et des effets de la crise de 1997.

Il y a une prise de conscience croissante de la pauvreté par les intéressés dans les régions les moins favorisées. Une « Assemblée des pauvres » a ainsi été constituée (à l'origine, pour protester contre la construction de barrages) et a longtemps fait le siège du gouvernement à Bangkok. Ce mouvement, qui témoigne d'un engagement fort des jeunes générations d'agriculteurs, intervient alors qu'une profonde restructuration des terres est en cours, avec la baisse du nombre d'exploitation et l'intégration croissante de la production dans les marchés mondiaux.

Les nouveaux visages de la pauvreté

La pauvreté en Thaïlande n'est plus un phénomène exclusivement rural. La moitié des pauvres actuellement sont en milieu urbain (ADB, 2005) et les pauvres en milieu rural ne sont pas tous agriculteurs. La faible hausse des salaires minima depuis quinze ans a ramené les travailleurs non qualifiés de l'industrie à un niveau de revenu que de nombreux observateurs estiment être des niveaux de pauvreté (Bent, 2002⁵ ; Jitsuchon, 2001). En 2000, 72% de la population active tire un revenu mensuel de son activité inférieur à 4500 bahts, ce qui correspond à 4\$ par jour, et 46% ont moins de 2.5\$ par jour (NSO-LFS, 2001). Si la plupart des agriculteurs sont en dessous du seuil de 4\$, on y trouve également les deux tiers des ouvriers de l'industrie et employés du commerce⁶.

Ainsi, la baisse du nombre d'agriculteurs, les conséquences de la crise avec notamment la faible croissance des salaires de l'industrie et du secteur tertiaire pour les personnes non qualifiées sont elles à l'origine de nouvelles formes de pauvreté en Thaïlande, quand bien même les formes les plus criantes de pauvreté auraient été éliminées.

⁵ - Cet auteur cite des ouvriers travaillant dans la zone industrielle de Lamphun, dans le nord de la Thaïlande, qui déclarent être les « pauvres cachés », ou ignorés du pays.

⁶ - Ces données sont difficilement comparables entre agriculteurs et non agriculteurs. Comme il s'agit de revenus individuels, les aides familiaux, nombreux dans l'agriculture, sont comptés avec des revenus très faibles. Si l'on disposait de statistiques équivalentes par ménages, l'écart entre agriculteurs et ouvriers ou employés se réduirait.

II- Pauvreté et régime de croissance

Pendant longtemps, la pauvreté a principalement touché les agriculteurs des régions défavorisées. Or, nous l'avons vu, une grande masse de la population vit avec de faibles revenus. Cette population déborde largement celle des agriculteurs pauvres, et englobe de plus en plus les ouvriers et employés non qualifiés de l'industrie et des services.

Notre hypothèse est que la pauvreté n'est pas un phénomène en soi et ne peut être réduite à des questions de mesure. Elle s'inscrit dans des rapports sociaux, et ce sont ceux-ci qui doivent être analysés pour comprendre la pauvreté. C'est le système économique et les rapports sociaux qui le sous-tendent qui peuvent donner la clé de la compréhension de la pauvreté.

L'interaction entre les variables économiques, les rapports sociaux et la distribution des revenus peut être appréhendée par la notion de régime de croissance.

Régime de croissance et répartition des revenus

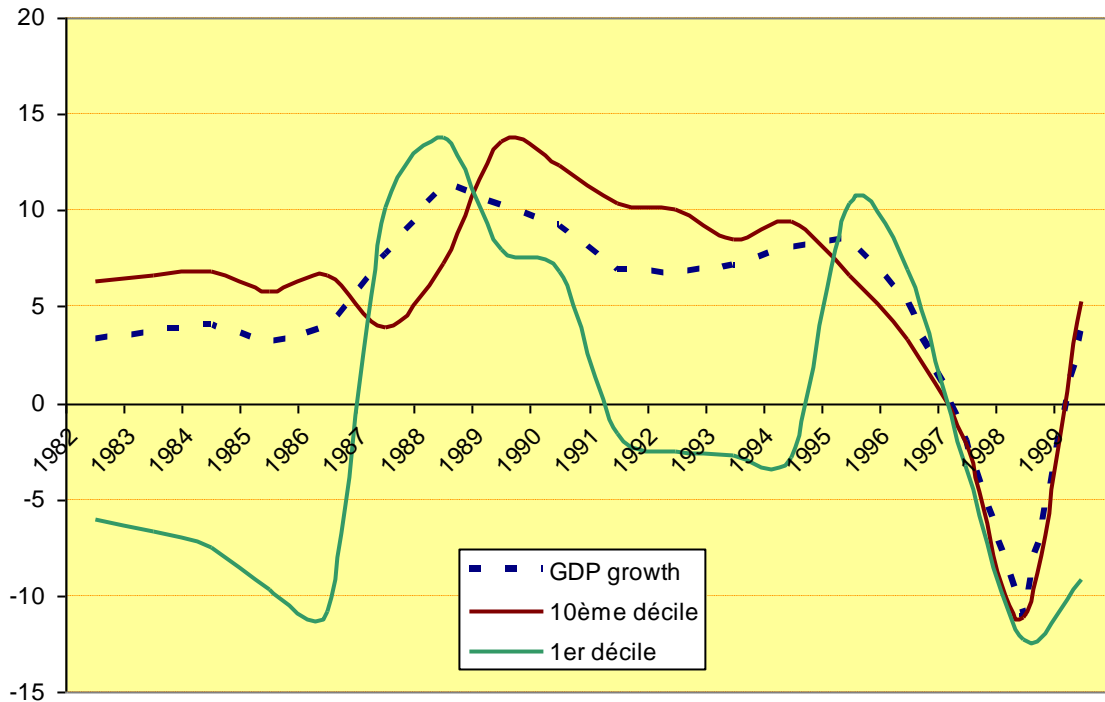
Un régime de croissance rassemble un ensemble de caractéristiques qui dépendent des facteurs suivant :

1. *Le rythme de l'accumulation du capital* et notamment le taux d'investissement et son efficacité. Ce rythme est largement dépendant des utilisations du revenu national parce que l'investissement est financé par l'épargne intérieure et l'épargne extérieure. Le rythme de croissance du revenu par tête et ses fluctuations sont dans de nombreux modèles le produit du taux et de l'efficacité de l'investissement.
2. *La distribution du revenu national* entre revenus du capital et revenus du travail qui détermine largement l'utilisation du revenu national entre épargne intérieure, épargne extérieure et consommation.
3. *L'évolution de la productivité* qui met en évidence le rôle du changement technique et ses déterminants endogènes dont la diversification sectorielle de l'économie, les filiations (ou paradigmes) technologiques, la substitution du capital au travail en fonction de leur prix relatifs, ou plus encore les modalités de transferts internationaux de technologies. L'objectif est d'abord d'identifier les pays en développement selon leur productivité tendancielle, puis d'analyser comment les gains de productivité influencent les revenus et l'emploi.
4. *Le régime de la demande* dont l'articulation de la structure de la demande intérieure (biens de consommation et biens d'équipement) et de l'insertion de l'économie dans les relations internationales (exportation et importations de biens et de services, de capital et de travail), qui est largement fonction de l'affectation des revenus à l'épargne et à la consommation et par conséquent dépend de la distribution des revenus.
5. *Le régime de régulation* qui fait référence au degré d'intervention de l'Etat dans l'économie et aux procédures sociales de coordination des décisions et des transactions, qu'il s'agisse alternativement ou conjointement des marchés, des rapports de force et des institutions. Ces modes de coordination sont le plus souvent des modes de résolution des conflits de répartition des revenus entre capital et travail, et des conflits d'intérêts entre firmes et entre secteurs d'activités qui portent notamment sur le système des prix et sur les changements technologiques.

Croissance des revenus des riches et des pauvres

Les taux de croissance des revenus des déciles extrêmes, comparés à celui du PNB, montre une forte inégalité.

Taux de croissance annuel des revenus des premiers et dixièmes déciles, et du PNB, 1991-1998



En vingt ans, on trouve deux périodes brèves où la croissance a été « pro-poor », c'est-à-dire où la croissance du revenu des plus pauvres dépasse celle du PNB : en 1987-1989 et 1996-1997. En dehors de ces deux périodes, la croissance du revenu du décile le plus pauvre a été nettement plus faible que celle du PNB. De 1982 à 1987, cette croissance est négative : la croissance précipite davantage de monde dans la pauvreté. De 1990 à 1995, alors que la croissance est très forte, les pauvres n'en profitent guère. La crise frappe à nouveau les pauvres plus fortement, mais on remarquera que le décile le plus riche est également très frappé (les déciles intermédiaires connaissent une chute moins brusque de leur revenu). En effet, si la baisse de plus de 10% du PNB a eu une forte incidence sur la pauvreté, elle n'a pas accentué les inégalités. Les classes riches, qui avaient bâti une partie de leur fortune sur la spéculation immobilière et sur la hausse des cours de la bourse, sont aussi durement touchées. Cependant, elles s'en remettent très vite, ce qui n'est pas le cas du décile le plus pauvre.

Il faut garder à l'esprit que la présentation par décile ne rend pas compte des situations réelles. Ceux qui ont beaucoup perdu se sont bien sûr retrouvés dans des déciles inférieurs. Pour ce qui est du décile le plus bas, il comprend des personnes qui se trouvaient avant la crise dans des déciles supérieurs, tandis que des pauvres dont la situation n'a pas beaucoup changé avec la crise, peuvent se retrouver dans le second décile. L'interprétation de la distribution des revenus

lors de la crise ne reflète donc pas les changements réels intervenus, et nous ne disposons pas de données qui puissent le faire.

Taux de croissance annuel du revenu par déciles

| Déciles | \$/j 1999 | TCA 81-96 | TCA 96-99 |
|---------|-----------|-----------|-----------|
| D1 | 1,0 | 0,1 | -12,2 |
| D2 | 2,9 | 3,0 | -7,6 |
| D3 | 4,5 | 4,1 | -7,4 |
| D4 | 6,3 | 4,6 | -6,8 |
| D5 | 8,5 | 5,0 | -6,4 |
| D6 | 11,4 | 5,4 | -5,9 |
| D7 | 15,5 | 6,0 | -5,9 |
| D8 | 22,1 | 6,5 | -5,5 |
| D9 | 33,7 | 6,9 | -4,1 |
| D10 | 83,0 | 7,8 | -4,3 |

Source : United Nations University. World Institute for Development Economic Research

Inégalités de revenus et épargne

La distribution des revenus est plus inégalitaire que celle des dépenses. Les deux grandeurs sont issues des mêmes enquêtes, avec la même méthodologie à travers le temps. Les séries ainsi constituées, si elles sont loin d'être parfaites, ont tout de même le mérite d'être constantes d'un point de vue méthodologique. Les écarts importants de distribution de revenus et de dépenses s'expliquent principalement par l'épargne. Le taux d'épargne en Thaïlande est passé de 20% en 1979 à 36% en 1998 (World Bank). Il a légèrement baissé avec la crise, à 30% en 2001.

Les comportements d'épargne sont bien évidemment différents selon les tranches de revenus. Ce qui est remarquable en Thaïlande, c'est que les classes élevées de revenus épargnent énormément : plus de la moitié pour le décile le plus élevé (57% du revenu en 1997), et plus de 40% pour les déciles suivants. A l'autre bout de l'échelle, on a au contraire un endettement qui peut être très important pour le décile le plus pauvre, l'endettement est égal pendant les six dernières années de la série (1994 à 1999) à 100% du revenu. Les pauvres consomment deux fois plus qu'ils ne gagnent, et s'endettent en conséquence. De plus, à partir de 1994 (c'est-à-dire avant la crise), le second décile le plus pauvre a des dépenses supérieures à ses revenus. L'endettement touche donc un nombre croissant de ménages.

Croissance et productivité.

Les caractéristiques de la croissance et de la productivité en Thaïlande permettent de comprendre pourquoi la pauvreté absolue a reculé tandis que la pauvreté relative s'est maintenue. Elles permettent aussi de diagnostiquer, que sans changement dans la répartition des revenus, la croissance future ne pourra plus, à elle seule, continuer à faire reculer les différentes formes de pauvreté. A l'origine du phénomène, on trouve le faible niveau d'efficacité de l'économie thaïlandaise que révèlent les mesures du niveau et de l'évolution de la productivité. Aux premières étapes du développement, un pays augmente sa richesse nationale en mobilisant ses

ressources en travail et en capital de sorte qu'elles soient pleinement engagées dans les activités économiques. Cet objectif atteint, il n'y a pas d'autres solutions pour maintenir une croissance élevée que d'augmenter la productivité des ressources disponibles. On peut affirmer que la Thaïlande a déjà réalisé cet objectif mais qu'elle n'est pas encore parvenue à augmenter de façon significative sa productivité tendancielle. Ce constat s'appuie sur les arguments suivants.

Le passage d'une économie basée sur l'agriculture vers une économie basée sur l'industrie et les services s'accompagne d'un accroissement de la productivité. Ce phénomène structurel que l'on observe dans tous les pays tient à ce que la productivité a toujours été plus faible dans l'agriculture et plus forte dans l'industrie car le progrès technique et organisationnel s'y applique plus intensément. Comme il a été expliqué dans la première partie, ce phénomène a été tardif en Thaïlande. Durant la période 1963-73, la migration de l'agriculture vers l'industrie et les services contribue à hauteur de 32% à l'augmentation totale de la productivité du travail. Durant la période 1973-85, cette contribution se porte à 37%, puis elle atteint son pic durant la période la plus récente, 1985-96, avec une contribution de 65% (B. Van Arkt, M. Timmer, 2003). Autrement dit, l'exode rural explique les deux-tiers de l'augmentation de la productivité, tandis que l'augmentation endogène de la productivité, celle qui a lieu dans les principaux secteurs d'activité (agriculture, industrie services) n'explique qu'un tiers du total. Cette « prime » à la productivité est en passe de s'épuiser. En 1996, l'emploi agricole représentait encore 50% de la population active, mais en 2006, il ne représentait plus que 37% ⁽⁷⁾. Pour se maintenir voire progresser, la productivité doit maintenant provenir de l'application des innovations techniques et organisationnelles au cœur mêmes des activités industrielles et de services.

Or c'est à ce niveau que le bât blesse. Toutes les études s'accordent pour souligner la faible productivité tendancielle dans les activités manufacturières et de services en Thaïlande. Ainsi selon P. Tinakorn et C. Sussangkarn (1996), la productivité totale ⁽⁸⁾ aurait décliné en moyenne de -0,61% par an dans l'industrie et de -0,36% dans l'industrie manufacturière. Une étude plus récente (A. Chanchadrai et al., 2004), confirme ces résultats. La productivité totale dans l'industrie manufacturière a été négative, avec -1,14% par an sur l'ensemble de la période 1977-99. Même en excluant la crise de 1997-98 et en ne retenant que la période récente, la productivité a été négative avec -1,37% sur la période 1992-96. Parmi les nombreux facteurs expliquant cette situation, trois sont prédominants. La faiblesse de l'esprit d'innovation des entreprises industrielles thaïlandaises qui ont hérité de la tradition commerciale du passé la recherche du profit à court terme plutôt que l'aventure toujours hasardeuse du progrès technique; l'absence de système national d'innovation cohérent par manque de volonté politique de l'Etat sur le long terme (P. Intarakamnerd, P.A. Chairatna., T. Tangchitpiboon, 2002), et la faiblesse du système éducatif. Dans ce domaine, malgré des progrès récents et rapides dans la scolarisation des nouvelles générations, le retard pris dans la généralisation de l'enseignement primaire puis secondaire pèse encore lourd. Durant la première moitié de 2006, les personnes employées sans éducation, n'ayant pas achevé l'enseignement primaire ou n'ayant que le niveau du primaire représentaient encore 55,7% du total des personnes employées. Ceux ayant un niveau

⁷⁾ Source: "Labour Force Survey", National statistical Office, Thaïlande.

⁸⁾ La productivité totale mesure la contribution des innovations techniques et organisationnelles, l'amélioration de l'éducation et des connaissances à la croissance économique, une fois déduite la contribution du volume d'emploi et du volume de capital.

d'éducation secondaire inférieur et supérieur représentaient seulement 26% du total ⁽⁹⁾. A cela s'ajoute la faible qualité du système éducatif (CELS, 2007).

Pour tenter de compenser cette faible productivité, les entreprises thaïlandaises ont porté le niveau du volume de travail à des niveaux très élevés. Intuitivement, on comprend qu'une personne peu efficace mais qui travaille un grand nombre d'heures peut réaliser la même production qu'une personne plus efficace mais qui travaille moins longtemps. En admettant que cette production se transforme en revenu et en négligeant les inégalités, on peut exprimer le niveau du revenu par habitant (mesuré comme le PIB par tête converti en \$PPA de 1990) par le produit de la productivité du travail et du nombre d'heures travaillées par les personnes employées. On mesure l'écart de chaque pays par rapport aux Etats-Unis ⁽¹⁰⁾. Le tableau suivant présente les résultats obtenus (B. Van Arkt, M. Timmer, 2000). En 1996, dernière année avant la crise, la Thaïlande avait atteint une position intermédiaire avec un revenu par tête représentant 26,1% de celui des Etats-Unis. Ce revenu par tête thaïlandais est obtenu sur la base d'une productivité horaire du travail très faible (17,2% du niveau américain) que ne compense pas suffisamment un nombre d'heures travaillées (51,8% de plus qu'aux Etats-Unis en 1996) pourtant parmi le plus élevé de l'ensemble des pays asiatiques. La Thaïlande parvient à de meilleurs résultats que les pays d'Asie du sud, dont le très faible revenu par tête s'explique par une productivité médiocre (inférieur ou égale à 10% du niveau américain, à l'exception du Sri Lanka) et un faible nombre d'heures travaillées dû au sous-emploi de la population active (le nombre d'heures travaillées par habitant est inférieur à celui des Etats-Unis). Selon les mêmes critères, la Thaïlande fait mieux que certains pays de l'ASEAN (Indonésie et Philippines) grâce à une productivité un peu plus élevée, mais surtout grâce à un nombre d'heures travaillées nettement plus élevée. Mais la comparaison avec la Malaisie, autre pays de l'Asean qui lui est proche, révèle les progrès que la Thaïlande pourrait accomplir. La Malaisie dispose d'un revenu par tête de près de 10 points supérieur grâce à une productivité près de deux fois plus élevée avec un volume horaire inférieur de 37%. La comparaison avec les quatre « dragons » (la Corée, Taiwan, Singapour et Hong Kong) renforce cette perspective. Le fait que la Thaïlande en 1996 ait un niveau de revenu et de productivité plus de deux fois supérieur à la Chine, tout en travaillant plus témoigne un certain archaïsme du régime de croissance. L'amélioration du niveau de vie en Thaïlande, tant du point de vue du revenu que du point de vue des conditions de vie en général suppose une augmentation de la productivité du travail redistribuée pour partie sous forme de réduction du nombre d'heures travaillées. D'une certaine façon, la Thaïlande n'a pas le choix. Le nombre d'heures travaillées étant déjà très élevées, on comprend facilement que des limites « physiques » à défaut d'être sociales sont déjà atteintes. Il n'est pas pensable que la progression du niveau de revenu puisse se poursuivre sur la seule base du volume de travail et sans progression notable de la productivité.

⁹⁾ Calculé à partir du «Report on Labour Survey », National Statistical Office, 2006.

¹⁰⁾ L'écart relatif de revenu par tête, (PIB/Population), entre deux pays (le pays X et les USA) peut être exprimé comme l'écart relatif de la productivité horaire du travail, (PIB/Heures travaillées) multiplié par l'écart relatif des heures travaillées par personne (Heures travaillées/Population):

$$\left(\frac{PIB}{Population} \right)^{X-USA} = \left(\frac{PIB}{Heures\ travaill\ ees} \right)^{X-USA} \times \left(\frac{Heures\ travaill\ ees}{Population} \right)^{X-USA}$$

Les enquêtes réalisées par le CELS dans les entreprises industrielles confirment cette analyse macro-économique et nous ont permis de rencontrer des situations qui expliquent comment est obtenu le « revenu décent » de 4\$ par jour évoqué dans la première partie, soit un revenu de 15 000 bahts par mois (environ 300 euros). Pour obtenir un revenu de 15 000 à 17 000 bahts par mois selon l'ancienneté, les ouvriers d'entreprises automobiles visitées situées au sud-est de Bangkok, qui sont celles qui offrent parmi les salaires les plus élevés de l'industrie, travaillent un minimum de 60 heures par semaine, soit 6 journées de travail de 10h, 8h de journée régulière plus 2 heures supplémentaires, avec des pointes à 70 heures lorsque le dimanche est aussi travaillé. Dans les autres secteurs d'activités et dans les autres régions de la Thaïlande, le même volume de travail ne permet pas d'obtenir ce « revenu décent ». On comprend pourquoi l'industrialisation et les services qui lui sont associés a certes permis d'éliminer la pauvreté absolue, mais pas la pauvreté relative. Il n'existe plus beaucoup de marge de manœuvre pour augmenter les revenus en travaillant plus, tant les volumes horaires travaillés sont déjà très élevés. De ce point de vue là aussi, le régime de croissance thaïlandais atteint ses limites. L'augmentation des revenus passe par une amélioration des caractéristiques qualitatives de la croissance favorisant les gains de productivité et par une politique des revenus conduisant à les partager plus équitablement.

PIB par tête, PIB par heure travaillée et ratio heure travaillée/population totale en Asie, en % du niveau des Etats-Unis, 1960-1998.

| | Bangladesh | Inde | Pakistan | Philippines | Chine | Sri Lanka | Indonésie | Thaïlande | Malaisie | Corée | Taïwan | Singapour | Hong Kong |
|---|------------|-------|----------|-------------|-------|-----------|-----------|-----------|----------|-------|--------|-----------|-----------|
| PIB par habitant en % du niveau des Etats-Unis | | | | | | | | | | | | | |
| 1960 | 4.8 | 6.6 | 5.9 | 13.3 | 6.0 | 14.8 | 10.1 | 9.2 | 14.0 | 11.6 | 12.5 | 18.5 | 25.7 |
| 1973 | 2.9 | 5.1 | 5.9 | 11.8 | 5.1 | 10.1 | 9.3 | 10.5 | 17.6 | 17.1 | 22.1 | 32.3 | 42.1 |
| 1980 | 3.0 | 5.1 | 6.3 | 13.7 | 5.8 | 11.6 | 10.2 | 13.1 | 22.3 | 22.5 | 30.8 | 44.6 | 56.2 |
| 1987 | 3.2 | 5.5 | 7.0 | 10.3 | 8.2 | 12.5 | 10.4 | 14.8 | 22.5 | 34.0 | 42.2 | 50.5 | 73.1 |
| 1996 | 3.4 | 7.0 | 7.8 | 10.3 | 11.9 | 14.5 | 15.6 | 26.1 | 34.8 | 52.6 | 57.2 | 80.6 | 88.2 |
| 1998 | 3.5 | 7.0 | 7.5 | 9.8 | 12.4 | 14.8 | 13.0 | 21.7 | 31.5 | 47.0 | 57.5 | 80.3 | 78.6 |
| PIB par heure travaillée, en % du niveau des Etats-Unis | | | | | | | | | | | | | |
| 1960 | 4.6 | 5.3 | 5.8 | 11.6 | 4.6 | 13.4 | 9.9 | 5.8 | 14.0 | 12.7 | 10.0 | 13.2 | 31.4 |
| 1973 | 3.2 | 4.9 | 6.3 | 11.1 | 3.9 | 9.9 | 9.4 | 7.6 | 17.6 | 15.4 | 16.5 | 25.8 | 29.5 |
| 1980 | 4.6 | 4.7 | 6.9 | 13.1 | 4.4 | 12.8 | 9.5 | 8.8 | 20.6 | 17.6 | 22.4 | 30.0 | 38.4 |
| 1987 | 4.0 | 5.2 | 8.4 | 9.7 | 5.8 | 13.8 | 8.6 | 9.9 | 21.0 | 25.0 | 30.7 | 36.3 | 49.5 |
| 1996 | 4.0 | 6.9 | 10.2 | 9.1 | 8.1 | 17.2 | 12.5 | 17.2 | 30.3 | 37.5 | 46.7 | 52.6 | 63.6 |
| 1998 | 4.0 | 7.1 | 10.0 | 8.8 | 8.6 | 17.9 | 10.3 | 15.5 | 27.6 | 37.2 | 48.8 | 51.6 | 57.3 |
| Heure travaillée par habitant, en % du niveau des Etats-Unis | | | | | | | | | | | | | |
| 1960 | 103.7 | 124.4 | 102.5 | 114.9 | 130.1 | 110.9 | 101.9 | 158.9 | 100.1 | 91.5 | 125.2 | 140.6 | 81.7 |
| 1973 | 90.0 | 105.4 | 94.2 | 106.0 | 129.6 | 102.2 | 98.7 | 138.9 | 99.7 | 111.3 | 133.9 | 124.9 | 142.5 |
| 1980 | 66.4 | 109.7 | 92.3 | 104.9 | 132.0 | 90.4 | 107.8 | 148.8 | 108.3 | 127.9 | 137.4 | 148.3 | 146.2 |
| 1987 | 79.7 | 107.2 | 83.2 | 106.0 | 141.1 | 90.1 | 121.1 | 150.0 | 107.1 | 136.3 | 137.8 | 139.1 | 147.7 |
| 1996 | 86.4 | 101.6 | 76.8 | 113.2 | 146.6 | 84.0 | 125.1 | 151.8 | 115.0 | 140.4 | 122.4 | 153.1 | 138.6 |
| 1998 | 85.5 | 99.7 | 75.6 | 111.0 | 144.6 | 82.9 | 125.6 | 140.1 | 114.1 | 126.5 | 117.9 | 155.6 | 137.2 |

Source: GGDC Total Economy Database

Source: B. Van Arkt, M. Timmer, 2000.

Conclusion

Le modèle de la Thaïlande n'est plus celui d'une croissance égalitaire. L'éradication de la pauvreté absolue ne doit pas faire oublier qu'une partie importante de la population vit avec de faibles revenus. Avec l'urbanisation et l'industrialisation, la question de la pauvreté s'est déplacée progressivement. Elle devient de plus en plus liée au statut d'ouvrier ou d'employé des industries et services, modernes et informels.

La logique du régime de croissance de la Thaïlande explique cette évolution. Maintenant à tout prix une main-d'œuvre à bon marché pour rester compétitives sur le marché mondial, les entreprises thaïlandaises (ou étrangères en Thaïlande) ont, pour la plupart, continué sur le modèle à l'origine de la croissance dans les années 1970 : main-d'œuvre abondante, bon marché, faiblement qualifiée et docile. L'ouverture sur le marché mondial n'a pas changé fondamentalement ces bases. Contrairement à la Corée du Sud, Singapour ou Taiwan, la Thaïlande est restée sur ce modèle, négligeant l'amélioration des qualifications. Les progrès de la productivité, essentiellement dus à l'investissement en capital et à l'adoption de méthodes d'organisation du travail à la japonaise, n'ont pas bénéficié beaucoup aux ouvriers et employés non qualifiés qui forment encore la masse des salariés en Thaïlande.

Sans nier l'existence de situations d'extrême pauvreté que nous avons évoquées plus haut, le problème de la pauvreté n'est pas celui de l'exclusion, de populations vivant dans des bidonvilles, de populations déplacées ou victimes de guerre ou de maladies. La pauvreté touche de plus en plus les personnes non qualifiées qui constituent encore la majorité de la main-d'œuvre, comprenant bien sûr les paysans. Les bas salaires, s'ils permettent d'assurer l'alimentation quotidienne et quelques besoins essentiels, ne permettent pas l'accès à une éducation prolongée pour les enfants, à un logement décent en ville, à des soins de qualité.

Les politiques de lutte contre la pauvreté devraient donc passer par une révision des politiques de salaires, de gestion de la main-d'œuvre et surtout de formation des qualifications. C'est la survie du modèle économique qui est en cause

Références

- Ark Van B., Timmer M. (2003). "Asia's Productivity Performance and Potential: The Contribution of Sectors and Structural Change". Paper Presented at RIETI-KEIO, "Conference on Japanese Economy: Leading East Asia in the 21st Century?" Tokyo, 30 May 2003.
- Ark Van B., Timmer M. (2000). "Asia's Productivity Performance and Potential at the Turn of the Century: An international Perspective". Working Paper, University of Groningen & Conference Board
- Asian Development Bank, 2005. Report on the Goal Millennium
- Banque Mondiale, 1993. Le miracle asiatique. Banque Mondiale, Washington.
- Bent, 2002. Balancing on the Margins: Workers Economic Decisions at the Northern Region Industrial Estate, Lamphun1 Presented at the conference "The Living Conditions of the Poor and Unprivileged in Northern Thailand" in Chiang Mai, April 2002, revised July 2002
- CELS. Labour Database. CELS, Chiang Mai University.
- CELS (2007). "Learning Thailand". A paraître.
- Chandrachai A., Bangorn T., Chockpisansin K. (2004). « Total Factor Productivity Growth : Survey Report. Part II- National Reports, Thailand ». APO 2004, Tokyo.
- Deolalikar, A. B., 2002. Poverty, Growth and Inequality in Thailand. ERD Working Paper No.8,
- Intarakamnerd P., Chairatna P.A., Tangchitpiboon T. (2002). « National Innovation System in Less Successful Developing Countries: the Case of Thailand ». Research Policy, 31, p 1445-1457.
- Kakwani, N., and M. Krongkaew, 2000. "Analysing Poverty in Thailand." Journal of the Asia Pacific
- Krongkaew et al. 1996).
- Kuznets, S., 1955. "Economic Growth and Income Inequality." American Economic Review 45(1):1-28.
- Motonishi (Taizo), 2003 - Why Has Income Inequality in Thailand Increased? An Analysis Using 1975-1998 Surveys. ERD working paper series no. 43, Asian Development Bank.
- National Statistical Office National Statistical Office, various years. Household Socio Economic Survey. Office of the Prime Minister, Bangkok, Thailand.
- Parnwell, Michael & Arghiros Daniel (1996) , "Uneven Development in Thailand" in: Michael Parnwell (ed.) Uneven Development in Thailand , Aldershot. Avebury
- Salama (Pierre), 2006. Le défi des inégalités. La Découverte.

